

Chapitre 3

Le temps des crises (1930-1940)

Repères chronologiques

- 1931** Dévaluation de la livre (21 septembre)
- 1932** Élections législatives et victoire du Cartel (mai)
Chute du cabinet Herriot (14 décembre)
- 1933** Arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne (30 janvier)
F.D. Roosevelt, président des États-Unis, dévalue le dollar (6 mars)
- 1934** 6 février, émeute de droite, place de la Concorde
Démission de Daladier et formation du cabinet Doumergue (7 février)
Grève générale (12 février)
Pacte d'unité d'action entre le PCF et la SFIO (27 juillet)
Élections cantonales (octobre)
- 1935** Reconstitution de l'armée allemande (mars)
Signature du pacte franco-soviétique (2 mai)
Élections municipales (mai)
Manifestation et serment du Front populaire (14 juillet)
Décrets-lois Laval, réduisant de 10% les traitements publics (17 juillet)
Début de la guerre d'Éthiopie (octobre)
- 1936** Programme du rassemblement populaire (janvier)
Hitler remilitarise la Rhénanie (7 mars)
Élections législatives et victoire du Front populaire (26 avril-3 mai)
Grève générale (mi-mai à juin)
Formation du ministère L. Blum (6 juin)
Accords Matignon, entre la CGT et le patronat (7 juin)
Lois instituant les congés payés et la semaine de 40 heures (juin)
Début de la guerre civile espagnole (18 juillet)

	Loi instituant l'Office du blé (15 août)
	Dévaluation du franc (26 septembre)
	Loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires (31 décembre)
1937	La pause (février)
	Le Sénat renverse le cabinet Blum (21 juin)
1938	L'Anschluss (12 mars)
	Formation du ministère Daladier (12 avril) après un bref retour de Blum au pouvoir
	Accords de Munich (29 septembre)
	Décrets-lois Reynaud mettant fin aux 40 heures et revalorisant les allocations familiales (12 novembre)
	Échec de la grève générale contre les décrets-lois (30 novembre)
1939	Hitler occupe la Tchécoslovaquie (mars)
	Code de la famille (29 juillet)
	Pacte germano-soviétique (23 août)
	L'Allemagne envahit la Pologne et la France déclare la guerre à l'Allemagne (1-3 septembre)
	Dissolution du parti communiste (26 septembre)
1940	Démission de Daladier, remplacé par Reynaud (22 mars)
	Offensive allemande (10 mai) ■

LA PÉRIODE 1930-1940 est marquée par un faisceau de crises : la crise économique la domine, mais elle entraîne une crise politique et sociale et s'accompagne d'une crise nationale, face à la menace hitlérienne.

La crise économique

Une crise tardive

L'économie française connaît, dans les années 1920, une croissance inégale. L'industrie textile retrouve péniblement en 1928 son niveau d'avant-guerre. La production d'acier double au contraire (4,7 millions de tonnes en 1913, 9,7 en 1929). En 1930, la production industrielle (base 100 en 1913) atteint l'indice 140 (159 pour les constructions mécaniques, 129 pour la métallurgie).

Mais cette industrie dépend plus qu'à d'autres époques des exportations, car la consommation intérieure n'a pas beaucoup progressé. Plus du tiers des produits finis en acier sont exportés, et 40 % de la production cotonnière.

L'économie française est donc atteinte par la crise mondiale de surproduction que précipite le krach boursier de Wall Street (jeudi noir, 24 octobre 1929), mais qu'annonçait la baisse des prix mondiaux depuis la fin de 1928. À la fin de 1929, la crise est très violente à l'étranger. L'Allemagne et l'Angleterre ont plus d'un million de chômeurs.

La France est touchée plus tard. La production industrielle se maintient jusqu'au milieu de 1930, et la crise commence vraiment à l'automne de cette année. Deux raisons expliquent ce retard :

1. La stabilisation du franc (1928) a laissé le franc dévalué par rapport aux autres monnaies. Les prix français sur le marché international étaient donc inférieurs aux prix étrangers. Cet avantage de change a été progressivement rongé par la baisse des prix internationaux, mais il a mis plusieurs mois à disparaître.
2. Les colonies constituent pour les produits français un marché de remplacement. Elles absorbent 50 % des exportations de produits cotonniers, 83 % de celles de sucre, 58 % de celles de produits oléagineux. Les exportations de produits mécaniques vers les colonies augmentent jusqu'en 1933. En 1931, la moitié des exportations d'automobiles va aux colonies.

Une crise atténuée

La production industrielle recule fortement en 1932. Sur une base 100 en 1928, l'indice atteint alors 78. Les branches les plus atteintes sont la sidérurgie (58) et les constructions mécaniques (68). Le textile (74) ou la chimie (83) sont moins durement touchés. Après une légère reprise en 1933, une nouvelle rechute rend la situation aussi mauvaise au printemps de 1935 qu'en 1932.

Pourtant, cette crise ne provoque pas en France les drames qu'on voit à l'étranger. Le chômage reste limité : moins de 900 000 chômeurs au plus dur de la crise. Le chômage partiel a été plus important. Au printemps de 1932, le quart des ouvriers des usines de plus de 100 salariés travaillait moins de 40 heures par semaine, mais ils sont moins de 10 % à la veille du Front populaire. De ce fait, malgré une assez bonne résistance des salaires horaires, les gains hebdomadaires des ouvriers ont diminué de 12,5 % en moyenne. Mais les prix de détail et le coût de la vie ont diminué beaucoup plus encore (25 %), si bien que, paradoxalement, le pouvoir d'achat des ouvriers aurait plutôt augmenté pendant la crise.

L'opinion n'a pas conscience des limites de la crise. Elle voit la baisse de l'activité et des salaires, mais non celle des prix de détail.

Trois raisons expliquent que la crise ne soit pas plus sévère :

1. La structure industrielle est encore caractérisée par la dispersion de la production en un grand nombre de petites et moyennes entreprises au capital souvent familial. Ces entreprises avaient peu renouvelé leur matériel. Faiblement endettées, elles ne dépendaient pas des banques. Elles ont tourné au ralenti, sans licencier leurs ouvriers, par paternalisme, par orgueil (ne pas rendre publiques ses difficultés) et par intérêt (quand la production reprendra, on aura besoin d'ouvriers expérimentés, il ne faut donc pas les perdre). Les entreprises qui souffrent le plus de la crise (Citroën) sont celles qui se sont modernisées et endettées.
2. Devant la crise, les Français ont réduit leurs investissements plutôt que leur train de vie, au besoin en prélevant sur leur capital. La modernisation des équipements industriels a été abandonnée, et la construction de logements tombe très bas. En revanche, la consommation alimentaire reste satisfaisante.
3. Le poids de la crise a été ainsi en partie reporté sur les agriculteurs. Le maintien de la consommation alimentaire s'explique par la baisse des prix

de détail, qui suppose une baisse plus profonde encore des prix à la production. Or, quand le prix de la viande ou du blé baisse, les agriculteurs ne réagissent pas comme les industriels. Ils ne réduisent pas leur production. Ils l'augmentent au contraire, dans l'espoir de maintenir leur gain en vendant plus de produits. L'augmentation de la production relance donc la baisse des prix, tant qu'il n'y a pas d'organisation des marchés.

Une crise longue

Plus tardive et moins sévère qu'à l'étranger, la crise est en France beaucoup plus longue. Sur la même base 100 en 1928, l'indice de la production industrielle est en avril 1935 à 76 en France, 78 aux États-Unis, 95 en Allemagne, 104 en Angleterre. En avril 1936, à la veille des élections du Front populaire, il est à 88, contre 91 aux États-Unis, 106 en Allemagne et 121 en Angleterre. La France a du mal à sortir de la crise.

Cela s'explique en partie par les mêmes causes que la moindre gravité de la crise : les structures industrielles (pas d'élimination des « canards boiteux »), le sacrifice des investissements (pas de relance par de grands travaux), et le poids des agriculteurs (33 % de la population) qui, durement touchés, restreignent leur niveau de vie (achats de vêtements, par exemple).

À ces facteurs structurels s'ajoute l'effet d'une politique économique désastreuse : la politique de déflation. Traumatisée par l'inflation née de la guerre, la bourgeoisie a accueilli Poincaré comme un sauveur, et elle a les yeux fixés sur la valeur de la monnaie. Pour elle, ce qui compte, c'est la valeur du franc et le maintien de sa parité avec l'or. Cette conception purement monétaire entraîne deux conséquences :

1. Le refus scandalisé de toute dévaluation. Bien que celles de la livre (1931) et du dollar (1933) aient relancé d'abord l'économie britannique puis celle des États-Unis, personne en France ne propose de dévaluer, à l'exception d'un jeune député de droite, Paul Reynaud*, qui fait figure de non-conformiste (1934).
2. L'acharnement à réaliser l'équilibre budgétaire. On est en effet convaincu que si le budget n'est pas équilibré, l'État « fait marcher la planche à billets » pour combler le déficit, et qu'en conséquence la monnaie perd sa valeur.

Or la crise économique diminue les ressources de l'État. Les impôts (sur le revenu, sur le chiffre d'affaires, sur les transactions) rapportent moins que prévu. Le déficit se creuse donc. Pour le combler, on augmente le taux des impôts et on diminue les dépenses : on réduit les programmes d'équipement ou d'armement, on ampute les traitements des fonctionnaires et les retraites. Mais ces économies aggravent la crise : ce sont des commandes que les entreprises ne reçoivent pas, des dépenses que les fonctionnaires ne font pas. Le déficit se trouve encore aggravé, puisque, sur une activité économique encore contractée, les impôts, même plus durs, rapportent moins que prévu. De 42,4 milliards en 1931-1932, les recettes fiscales tombent à 31,9 milliards en 1935, et le déficit passe de 5,5 à 10,4 milliards. L'objectif budgétaire ne peut être atteint, mais les efforts faits pour l'atteindre creusent la crise et retardent sa solution.

La crise politique et nationale

La déflation et l'instabilité ministérielle

Les élections législatives de mai 1932 voient une seconde victoire du Cartel (radicaux + socialistes), bien que les communistes se soient maintenus au second tour plutôt que de se désister en sa faveur. Mais les socialistes restent fidèles à leur politique de 1924 : le soutien sans participation. Herriot*, qui forme le gouvernement, donne la priorité aux questions internationales (conférence du désarmement) et tombe en décembre 1932 sur le paiement aux Américains des dettes de guerre, paiement que la Chambre refuse, puisque, sur la proposition des Américains, l'Allemagne a cessé de payer les réparations depuis l'été de 1931.

En matière économique, Herriot, instruit par son échec de 1925, ne veut pas mécontenter les milieux financiers. Il fait donc leur politique et nomme aux Finances Germain-Martin, qui cherche à équilibrer le budget. Mais cette politique de déflation multiplie les mécontents, fonctionnaires et retraités, dont elle ampute les revenus. Sous la pression des mécontents, les députés commencent par refuser les économies demandées et renversent les gouvernements qui les proposent, avant de les accorder, par lassitude, à celui qui leur succède. Une période de forte instabilité ministérielle s'ouvre ainsi.

La crise du régime

Comme la France s'enfoncé dans la crise, l'opinion juge peu efficace la politique suivie. Or elle attribue cette inefficacité à l'instabilité ministérielle, c'est-à-dire aux députés qui en sont responsables. Le thème de la réforme de l'État devient d'actualité (1933). L'antiparlementarisme fait le succès des ligues d'extrême-droite. À l'Action française et à ses Camelots du roi, s'ajoutent des concurrents plus récents : les Croix de Feu, du colonel de La Rocque (35 000) et leurs Volontaires nationaux (50 000), organisés militairement, les Jeunesses patriotes (Taittinger), la Solidarité française et les Francistes.

Les ligues font grand bruit dans la rue et dans la presse. Elles exploitent l'affaire Stavisky, un escroc qui avait bénéficié de complicités dans la magistrature et les milieux officiels, et qui meurt dans des circonstances peu claires. Deux ministres compromis démissionnent, et le gouvernement, alors présidé par un jeune radical, Chautemps, tombe.

Il est remplacé par Édouard Daladier*, autre jeune radical très en vue, de réputation énergique. Mais les ligues manifestent contre le régime le 6 février 1934, pendant que Daladier présente son gouvernement à la Chambre. L'émeute autour du Palais-Bourbon fait 16 morts, notamment place de la Concorde.

Les ligues, divisées, n'étaient d'accord ni sur un programme ni sur des hommes. Elles ne voulaient pas prendre le pouvoir, mais provoquer un changement de majorité. Elles y réussissent : Daladier démissionne le 7 février, et un ancien président de la République, Gaston Doumergue, rappelé de sa retraite, forme un gouvernement d'union nationale.

Mais la gauche voit dans le 6 février une menace fasciste : la République et les libertés sont en danger. À l'appel de la CGT, une journée de grève générale, le 12 février, s'accompagne de nombreux défilés dans les rues, en province et à Paris. Devant la menace, la gauche s'unit : la CGTU, le PCF, la SFIO ont rejoint la CGT. La vie politique prend un cours nouveau.

L'organisation du Front populaire

Le pays se coupe en deux. La gauche s'unit. Le PCF ne cesse pas aussitôt ses attaques contre les socialistes, mais il signe avec la SFIO, le 27 juillet 1934, un pacte d'unité d'action. Les radicaux enregistrent de médiocres résultats aux élections cantonales (octobre 1934) et municipales (mai 1935). Ils rejoignent donc le Front populaire à temps pour participer à la grande manifestation du 14 juillet 1935 et jurer, avec les deux autres partis, de défendre les libertés démocratiques et de « donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et au monde la grande paix humaine ». En tête du cortège, Blum*, Thorez*, le jeune secrétaire général du PCF, et Daladier*, qui remplacera bientôt Herriot* à la présidence du parti radical.

Le Front populaire débouche, en janvier 1936, sur un programme électoral qui ne comprend aucune réforme de structure (excepté celle de la Banque de France et la nationalisation des industries d'armement, qui seront réalisées dans l'été de 1936) : les radicaux, soutenus sur ce point par les communistes soucieux de ne pas effaroucher les classes moyennes, ont eu raison des socialistes et fait prévaloir un programme modéré. D'autre part, les communistes rentrent dans la discipline républicaine et se désistent au second tour pour le mieux placé des candidats du Front populaire.

La politique de la droite au pouvoir facilite ce rapprochement et lui apporte des troupes. Germain-Martin, ministre des Finances de Doumergue, diminue de 3 % traitements et pensions. En juillet 1935, Pierre Laval* va plus loin dans le même sens : il institue par décret-loi un prélèvement de 10 % sur les traitements et pensions payées par l'État. Le mécontentement est très vif dans les classes moyennes et parmi les fonctionnaires.

D'autant que ces sacrifices semblent inutiles. La crise dure. La situation du printemps 1935 est aussi mauvaise que celle du printemps 1932. Une reprise se dessine dans l'hiver de 1935-1936, mais l'opinion ne la perçoit pas. L'instabilité ministérielle se poursuit, avec 4 gouvernements du 6 février 1934 aux élections des 26 avril-3 mai 1936. Et Doumergue, qui aurait trouvé une majorité au printemps de 1934 pour réformer la constitution (droit pour le gouvernement de dissoudre la Chambre, sans avis du Sénat, en cas de crises ministérielles répétées) a laissé passer le moment favorable et s'est fait renverser sur cette réforme à laquelle il a donné une couleur autoritaire.

Le péril hitlérien et la crise nationale

L'avènement d'Hitler au pouvoir (30 janvier 1933) entraîne l'échec de la politique étrangère menée depuis 1924 et qui reposait sur l'organisation internationale de la paix.

Résolu à créer une armée, Hitler quitte en octobre 1933 la SDN et la conférence du désarmement. En juillet 1934, il tente d'annexer l'Autriche, mais échoue devant l'opposition italienne (Mussolini). En janvier 1935, la Sarre est rattachée par plébiscite à l'Allemagne. En mars 1935, en rupture du traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire, et crée une armée de 36 divisions, ainsi que la Luftwaffe.

Dans ces conditions, la France revient à la politique traditionnelle d'alliances : conférence de Stresa (avril 1935 : France, Italie, Angleterre), et pacte franco-soviétique, signé par Laval le 2 mai 1935. Mais le front de Stresa se désagrège dès octobre, quand l'Italie entreprend en Éthiopie une guerre de conquête coloniale. L'Angleterre condamne cette agression et demande des sanctions contre l'Italie, puisque celle-ci appartient à la SDN comme l'Éthiopie. Laval* cherche à ménager et l'Angleterre et l'Italie et limite les sanctions économiques. Il mécontente l'Angleterre (c'est trop peu), tout en irritant l'Italie (c'est trop).

L'opinion française connaît des reclassements surprenants. La droite est hostile aux sanctions par sympathie idéologique pour le régime de Mussolini. Elle accorde plus de prix à l'alliance italienne qu'à l'anglaise, car elle soupçonne l'Angleterre de poursuivre son propre intérêt sous couleur de droit des peuples et d'ordre international. Elle ouvre ainsi la voie à d'autres agressions, dont les alliés de la France risquent d'être les victimes. Le nationalisme anti-allemand du temps de Poincaré a fait souvent place à un pacifisme sans gloire, prêt à acheter la paix par des concessions territoriales aux puissances totalitaires, parce qu'elles font peur, et leur régime peu envie.

La ratification du pacte franco-soviétique intervient dans ce contexte trouble. La droite y est hostile, pour ne pas mécontenter Hitler. Certains conseillent même de lui laisser les mains libres pour des conquêtes à l'Est. La droite craint d'autre part que l'URSS ne veuille la guerre, et elle refuse tout accord trop contraignant ou qui ne serait pas purement défensif. Enfin, elle est inquiète de voir les communistes français approuver le pacte, tenir des propos très patriotiques, voter les crédits de la défense nationale et prôner la résistance à Hitler.

On voit le paradoxe : la droite nationaliste, autrefois anti-allemande, préconise la conciliation face aux dictatures. La gauche, autrefois pacifiste, reste fidèle à la SDN, mais réclame la fermeté devant Hitler et Mussolini.

La division de l'opinion est le signe d'une crise nationale grave. Elle paralyse toute action. Prenant prétexte de la ratification du pacte franco-soviétique, Hitler remilitarise la Rhénanie (7 mars 1936), en violation flagrante non seulement du traité de Versailles, mais de celui de Locarno, librement accepté par l'Allemagne. Le gouvernement (Sarraut) est très ferme en paroles, mais très timide dans ses actes. La Grande-Bretagne le pousse à la conciliation. Une action militaire serait difficile, la France n'ayant pas l'armée de sa diplomatie : engagée par traité à soutenir contre l'agresseur la Pologne ou la Tchécoslovaquie, elle n'a aucune troupe capable d'intervenir sans délai et doit, avant tout engagement militaire, mobiliser les réservistes. Mais l'incertitude de l'opinion pèse très lourd : la France se borne à protester contre la remilitarisation de la Rhénanie.

Espoirs et déceptions du Front populaire

L'été 36

Le Front populaire gagne les élections. Au sein de la gauche, un glissement est sensible : les communistes gagnent 60 sièges (72 contre 12), tandis que les radicaux reculent (116 députés). La SFIO est le parti le plus fort (146 députés + 26 néo-socialistes). Léon Blum* forme le gouvernement (6 juin 1936), sans prendre lui-même de ministère. Trois femmes, pour la première fois, participent au gouvernement comme secrétaires d'État. Les communistes pratiquent à leur tour le soutien sans participation.

Avant même la formation du gouvernement, des grèves ont éclaté, au milieu du mois de mai, dans les usines de construction mécanique, aéronautique ou automobile. Si la crise n'a pas entraîné de réduction du niveau de vie ouvrier, elle a en effet provoqué une sensible aggravation des conditions de travail. Le salaire au rendement est la règle, et les cadences ont été intensifiées, pour diminuer les prix des produits fabriqués.

La victoire du Front populaire fait sauter un verrou : les ouvriers sentent que le pouvoir ne sera pas contre eux, que les ministres seront des camarades. C'est le moment de secouer le carcan, de se redresser, de montrer aux contremaîtres et aux chefs d'atelier qu'on ne supportera plus leur autoritarisme et leurs brimades, aux patrons qu'ils devront compter avec les ouvriers. Les grèves expriment cette revendication de dignité : les ouvriers sont des hommes, et ils n'admettent pas d'être traités comme des esclaves. D'où leur joie de s'affirmer ainsi.

Née dans la métallurgie, la grève gagne par contagion les autres secteurs, et de Paris la province. Au début de juin, quand Blum forme le gouvernement, la grève est générale (à l'exception des fonctionnaires, des cheminots et des employés des services publics). Pour la première fois en France, elle s'accompagne de l'occupation des usines, où les patrons voient une atteinte à la propriété des moyens de production, et les ouvriers, la garantie que les patrons accepteraient leurs conditions.

Après s'être assuré que le patronat accepterait des concessions importantes, Blum* organise entre ses représentants et la CGT une rencontre à la présidence du Conseil. Elle aboutit aux accords Matignon (7 juin 1936). Les ouvriers obtiennent une hausse des salaires (entre 7 et 15 %), l'élection de délégués d'atelier dans les entreprises, et, de la part du gouvernement, l'engagement, aussitôt tenu, de faire voter des lois instituant la semaine de 40 heures et des congés payés (12 jours ouvrables par an). Des conventions collectives par branches doivent préciser cet accord.

La grève générale se termine progressivement, au cours des semaines suivantes. Les partis politiques, dont le PCF (Thorez* : « Il faut savoir terminer une grève », 11 juin), poussent à la reprise, comme le gouvernement ou la CGT, réunifiée depuis le début de l'année et qui gagne des millions d'adhérents (ses effectifs passent de 750 000 à 4 millions).

La grève terminée, le calme ne revient pourtant pas dans les ateliers. Les patrons, qui se sont sentis personnellement atteints par la grève, ont une revan-

che à prendre. L'organisation patronale est réformée, ses dirigeants remplacés, et elle refuse à l'automne de s'engager dans un second accord. À la base, la maîtrise a perdu son autorité, contestée par les délégués d'atelier, et mal soutenue par les patrons. Les cadences baissent. Les tentatives de reprise en main provoquent des conflits. Nul n'est préparé, et nul ne songe à rechercher un compromis entre les exigences de la production et celles de la dignité ouvrière.

L'accord Matignon n'ouvre donc pas une période de paix sociale, mais de guerre froide, entrecoupée de conflits brusques et durs, notamment au moment du renouvellement des conventions collectives. Pour limiter ces conflits, le gouvernement institue la conciliation et l'arbitrage obligatoires (loi du 31 décembre 1936).

La politique économique et son échec

Le Front populaire prend le contre-pied de la politique de déflation. Il veut relancer la production par la consommation. Pour cela, il veut augmenter le pouvoir d'achat de la population. Les hausses de salaires décidées à Matignon n'ont donc pas seulement une portée sociale : c'est un élément central d'une nouvelle politique économique. Elle est complétée par la lutte contre le chômage, avec la loi limitant à 40 heures la durée hebdomadaire du travail : en empêchant les heures supplémentaires, on espère que les patrons embaucheront pour exécuter leurs commandes. Deux mesures achèvent cette politique : l'organisation du marché du blé (création de l'Office national du blé, 15 août 1936) et la dévaluation du franc (26 septembre).

L'Office du blé et la dévaluation, pourtant insuffisante (29 %), sont efficaces : une reprise se dessine à l'automne de 1936. Mais elle s'enraye au début de 1937 : le chômage ne recule pas, la production s'essouffle, les prix augmentent rapidement, annulant l'effet des hausses de salaires.

Blum et ses ministres des Finances (Auriol*) et de l'Économie (Spinasse) ont sous-estimé d'abord l'impact des hausses de salaires sur les coûts de production des entreprises (40 % croyaient-ils, contre 70 % environ). De plus, pour limiter les hausses de prix, il aurait fallu une vigoureuse reprise de la production ; sinon, sur un marché où les demandes sont gonflées par les hausses de salaires, des offres restreintes (production insuffisante) engendrent inévitablement de fortes hausses de prix. Or une vigoureuse reprise de la production est impossible, pour deux raisons :

1. Les équipements vieillissent ne le permettent pas. Il faudrait des investissements nouveaux. Or les patrons ne veulent pas investir tant qu'ils ne sont pas sûrs d'être maîtres chez eux, et les capitaux fuient à l'étranger. Il y a une grève du capital. Blum a beau se faire conciliant et décréter une pause (février 1937), les capitalistes ne lui font pas confiance.
2. La loi de 40 heures limite la production. Les chômeurs n'ont généralement pas de qualification, et ils ne peuvent occuper les emplois créés. De plus, le calcul arithmétique simpliste (si 10 ouvriers travaillent 40 heures au lieu de 44, on pourra en embaucher un 11^e) ne tient compte ni des conditions

matérielles (où mettre le 11^e, s'il y a 10 machines seulement ?), ni des structures industrielles (pour que certains secteurs travaillent 40 heures, il faut que d'autres travaillent davantage).

Il aurait donc fallu une application souple des 40 heures. La loi permettait des dérogations. La CGT, où l'influence communiste grandit, notamment dans les métaux, impose une application rigide : la semaine de 5 journées de 8 heures chacune. Les ouvriers refusent d'ailleurs les heures supplémentaires par solidarité : pas une heure de plus, tant qu'il y aura des chômeurs.

Ce double blocage, patronal et syndical, interdit de sortir de la crise. L'indice de la production industrielle (base 100 en 1928) est à 83 en 1938 (128 en Allemagne, 122,5 en Angleterre, 77,9 aux États-Unis). La politique économique du Front populaire échoue, pour des raisons plus sociales qu'économiques.

L'échec politique du Front populaire

Le Front populaire aurait pu tenter de sortir de l'impasse économique et sociale par une politique plus contraignante envers les patrons. Mais, d'une part, le Sénat refusait une telle politique : il fait tomber Blum, le 21 juin 1937, en lui refusant les pleins pouvoirs financiers, alors même qu'il ne demandait pas le contrôle des changes, seul moyen de lutter contre la fuite des capitaux. D'autre part, la situation internationale invitait à renforcer l'unité nationale, face aux menaces des dictatures. Blum fait d'ailleurs adopter un important plan d'armement (14 milliards).

Trois étapes marquent l'aggravation de la situation internationale : la guerre d'Espagne, l'Anschluss et Munich.

Le 18 juillet 1936, des militaires espagnols, dont le général Franco, se révoltent contre la République espagnole gouvernée par un Front populaire. L'Allemagne et l'Italie soutiennent les rebelles. Pressé de venir à son aide par le gouvernement légitime, Blum voit se déchaîner la droite, qui lui reproche de risquer une guerre par solidarité idéologique. Les radicaux étant hostiles à toute intervention, Blum adopte avec l'Angleterre une politique de non-intervention. L'Allemagne et l'Italie, qui vont bientôt s'allier (l'Axe, octobre 1936) l'acceptent en principe, mais la violent ouvertement (40 000 soldats italiens en Espagne en 1937). La non-intervention est mal acceptée par les ouvriers français, qui réclament des avions et des canons pour l'Espagne. Elle crée des conflits dans le Front populaire, les communistes lui étant hostiles. Le compromis consiste à fermer les yeux sur la contrebande avec l'Espagne républicaine, voire à l'organiser, sans pour autant équilibrer l'intervention italo-allemande. La guerre durera jusqu'au printemps de 1939.

L'Anschluss (annexion de l'Autriche par l'Allemagne, 12 mars 1938), trouve la France sans gouvernement, Chautemps, qui avait succédé à Blum, étant démissionnaire. Blum propose un gouvernement d'union nationale, des communistes aux nationalistes, mais la droite refuse son concours. Il forme alors un gouvernement de Front populaire, qui dure un mois. Le 12 avril 1938, Daladier*, qui avait été ministre de la Guerre sous Blum et Chautemps, forme le nouveau gouvernement. Paul Reynaud* est ministre. La droite soutient ce gouvernement. Politiquement, le Front populaire est terminé.

En septembre, la crise des Sudètes fait craindre la guerre. Hitler exige en effet de la Tchécoslovaquie, alliée de la France et dont les frontières ont été garanties au moment de Locarno, qu'elle laisse les Sudètes, de langue allemande, rejoindre l'Allemagne, ce qui démantèle toute la défense fortifiée des Tchèques. Daladier rappelle les réservistes, mais se prête à la conférence de Munich (Allemagne, Angleterre, Italie, France), qui accorde satisfaction à Hitler (29 septembre). La paix est sauvée. L'opinion applaudit Daladier honteux ; c'est le « lâche soulagement » (Blum). Mais on sent bien qu'il faut se préparer pour un affrontement inévitable.

Dans ce contexte, Daladier* remanie son gouvernement. Reynaud* prend les Finances. Il va faire la politique du patronat et remettre les ouvriers au travail, sans craindre un conflit. Les décrets-loi du 12 novembre 1938 font sauter le verrou des 40 heures ; ils facilitent les heures supplémentaires et rendent obligatoire de travailler 6 jours par semaine, même quand on faisait 40 heures en 5 journées de 8 heures. Une grève générale de protestation, organisée par la CGT le 30 novembre 1938, se solde par un échec, la troupe et la gendarmerie étant intervenues au petit matin pour faire fonctionner les services publics (chemins de fer, postes, métro, etc.). Une répression très dure s'abat sur les militants syndicaux et les délégués d'ateliers qui sont renvoyés et ne trouvent pas d'embauche. L'ordre règne dans les usines. Socialement, le Front populaire est terminé. Les ouvriers en conservent les congés payés, et le souvenir inoubliable d'une époque où ils comptaient. Quant aux augmentations de salaire, la hausse des prix les a dévorées depuis longtemps.

Conclusion : la drôle de guerre

Tandis que, le blocage syndical forcé, l'économie repart (l'indice de la production industrielle retrouve en juin 1939 le niveau 100), la France se prépare à la guerre.

Consciente de son infériorité numérique (41,9 millions d'habitants, face aux 70 millions d'Allemands, augmentés de 15 millions d'Autrichiens), c'est le moment où elle se résout à une vigoureuse politique nataliste, avec le relèvement des allocations familiales (décret-loi du 12 novembre 1938), et le code de la famille (décret-loi du 29 juillet 1939), qui institue notamment une prime à la naissance du premier enfant si elle survient dans les deux ans du mariage.

Le ministère de l'Armement est confié à Raoul Dautry (septembre 1939), technocrate efficace, qui s'était fait remarquer à la direction des chemins de fer du réseau de l'État. Sous son impulsion, les fabrications s'accroissent, et les demandes des militaires sont satisfaites.

La France renforce enfin ses alliances. En mars 1939, Hitler envahit toute la Tchécoslovaquie, au mépris des accords de Munich. Convaincue de sa mauvaise foi, l'Angleterre adopte désormais une politique de fermeté qui la soude à la France. Celle-ci négocie d'autre part un accord militaire avec la Russie, mais les Soviétiques, déçus par les tergiversations françaises et inquiets de l'agressivité allemande, préfèrent conclure avec Hitler le pacte germano-soviétique (23 août 1939).

Dès lors, le sort de la Pologne était scellé : Hitler l'envahit le 1^{er} septembre, suivi bientôt par Staline. La France, liée à la Pologne par un traité de 1921 dont la garantie avait été solennellement renouvelée, déclare la guerre le 3 septembre, après l'Angleterre.

Mais cette déclaration de guerre n'est suivie d'aucune action militaire, et les Franco-Anglais ne font rien, tandis que les Allemands liquident en trois semaines la résistance polonaise. C'est que l'opinion en veut plus à Staline qu'à Hitler. Le gouvernement soutient les Finlandais, attaqués par les Soviétiques. Il dissout le parti communiste (26 septembre), fait arrêter ses députés et prononcer leur déchéance. Il en pourchasse les militants et les enferme dans des camps où les Allemands les trouveront comme otages, en 1941. On est loin de l'Union sacrée.

L'opinion est profondément partagée. À gauche, et dans une certaine partie de la droite, la plus traditionnelle, on voudrait un cabinet énergique pour faire vraiment la guerre. Une autre partie de la droite, des radicaux, et les socialistes pacifistes voudraient au contraire qu'on discute avec Hitler. La victoire soviétique en Finlande est l'occasion de reprocher au gouvernement son impuissance. Daladier est renversé. Paul Reynaud lui succède, le 22 mars, avec une voix de majorité, péniblement trouvée. Il est soutenu par la gauche, et a dû conserver Daladier à la Guerre.

Reynaud décide d'intervenir en Norvège, pour couper aux Allemands la route du fer, mais l'intervention échoue. Malgré une forte majorité retrouvée au Parlement, le cabinet éclate sous le désaccord Daladier/Reynaud. Le 9 mai 1940, un conseil de cabinet décide de remplacer le général Gamelin, commandant en chef, jugé responsable de l'échec en Norvège. Daladier se solidarise avec Gamelin et démissionne. Reynaud considère son gouvernement comme démissionnaire.

Le lendemain, les Allemands déclenchaient leur offensive.